

Deuxième réunion du Comité de pilotage

Compte-rendu succinct

Deuxième réunion du Comité de pilotage du Partenariat mondial
À Bali, en Indonésie, les 23 et 24 mars 2013

Original : anglais

Ce compte-rendu succinct est publié à titre indicatif. Une version antérieure de ce compte-rendu succinct a été communiquée aux membres du Comité de pilotage pour examen. Des observations ont été présentées par la Banque mondiale avant la date limite du 19 avril 2013 et figurent dans cette version finale.

Personnes à contacter :

M. Derek Kilner, tél. : +1-212-906-5742, courriel : derek.kilner@undp.org

M. Robin Ogilvy, tél.: +33 1 45 24 94 48, courriel : robin.ogilvy@oecd.org

M^{me} Marjolaine Nicod, tél.: +33 1 45 24 87 67, courriel : marjolaine.nicod@oecd.org

PARTENARIAT MONDIAL POUR UNE COOPÉRATION EFFICACE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

DEUXIÈME RÉUNION DU COMITÉ DE PILOTAGE À BALI, EN INDONÉSIE, LES 23 ET 24 MARS 2013

COMPTE-RENDU SUCCINCT

Séance 1: Remarques liminaires

1. Les ministres Armida Alisjahbana (Indonésie), Ngozi Okonjo-Iweala (Nigeria) et Justine Greening (Royaume-Uni) ont accueilli les participants à la deuxième réunion du Comité de pilotage du Partenariat mondial. Lors de leurs remarques liminaires, les coprésidentes ont souligné l'importance de cette réunion afin d'identifier des moyens concrets permettant au Partenariat mondial de contribuer au cadre de développement mondial pour l'après-2015.

2. Lors de l'ouverture de la réunion, M^{me} Alisjahbana a souligné l'importance de concevoir la coopération au service du développement comme « moyen » d'atteindre les objectifs de développement dans le contexte des discussions du Panel de haut niveau de l'ONU sur le programme de développement pour l'après-2015 en ce qui concerne un successeur potentiel à l'OMD8, en s'appuyant sur les engagements pris à Busan ainsi qu'à Paris et à Accra. Elle a souligné la façon dont le Partenariat mondial pourrait participer à la réduction de la dépendance vis-à-vis de l'aide en mettant l'accent sur l'efficacité du développement. Dans ce contexte, il était particulièrement pertinent de mettre l'accent sur la mobilisation des ressources intérieures et le partage des connaissances. M^{me} Alisjahbana a jugé la réunion au niveau ministériel déterminante pour fournir des prestations concrètes au niveau, par exemple, de l'inclusion, de la gouvernance (notamment le suivi et le partage des connaissances) et du financement (notamment le recours aux ressources du secteur privé). M^{me} Alisjahbana a également souligné la nécessité de poursuivre les actions d'ouverture, notamment auprès des économies émergentes.

3. M^{me} Okonjo-Iweala a souligné l'opportunité unique représentée par la dernière réunion du Panel de haut niveau de l'ONU pour formuler des propositions concrètes sur la façon dont le Partenariat mondial pourrait apporter une valeur ajoutée. Elle a proposé la prise en compte de plusieurs domaines : la mobilisation des ressources intérieures, notamment grâce à des politiques fiscales efficaces et à une administration fiscale renforcée qui aborderaient le problème des flux illicites de fonds et autres « fuites », au renforcement des institutions et des systèmes afin d'aider à prévenir la corruption et de poursuivre en justice les affaires de corruption ; garantir que la coopération au service du développement contribue à la création d'un environnement plus propice aux activités du secteur privé et réunir les paramètres permettant des partenariats mondiaux « plus intelligents » dans le cadre de l'après-2015.

4. M^{me} Greening a partagé sa vision du Partenariat mondial qui deviendrait le forum pour une action mondiale sur l'efficacité du développement et qui se concentrerait sur le « comment » du cadre du développement mondial pour l'après-2015. Elle a appelé à une communication plus efficace concernant les activités du Partenariat mondial et leur potentiel. En mettant au point le programme de la première réunion au niveau ministériel du Partenariat, elle a suggéré que l'on mette l'accent sur la transparence et la redevabilité, les avancées enregistrées ainsi que l'identification des lacunes. M^{me} Greening a également rappelé l'importance du rôle que jouent

les ressources intérieures dans le développement et a souligné la pertinence d'une collaboration plus efficace avec le secteur privé, notamment grâce au retrait des obstacles au commerce, à la création d'un climat propice à l'investissement et à l'encouragement du développement responsable du secteur privé dans les marchés émergents.

5. Au cours des interventions suivantes, plusieurs participants ont fait écho à la volonté des coprésidentes de créer des liens renforcés avec les discussions du Panel de haut niveau de l'ONU. Les États-Unis ont souligné la nécessité d'une vision ambitieuse et visionnaire concentrée sur l'élimination de la pauvreté extrême. La Corée a souligné la capacité du Partenariat mondial à maintenir l'élan politique pour une coopération efficace au service du développement. Le PNUD a noté le potentiel du Partenariat mondial en tant que facilitateur, comme le « ciment » qui unit solidement les divers forums sur les différents aspects de la coopération au service du développement. Il a suggéré que le Partenariat mondial pourrait servir à faire avancer de nouveaux programmes et servir de plateforme sur laquelle aborder les questions sensibles qu'il serait difficile d'aborder dans d'autres contextes. La Banque mondiale a fait part du retour des banques multilatérales de développement (BMD), qu'elle représente au sein du Comité de pilotage, lequel indique que les avantages comparatifs du Partenariat mondial sont le suivi de l'efficacité de l'aide, les actions de sensibilisation auprès de l'ensemble des parties prenantes et le partage des connaissances. La Société civile (CPDE : Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement) a recommandé que l'on mette l'accent sur les droits dans le cadre de la vision du Partenariat mondial, avec pour exemples de domaines clés pour l'avancée des droits en développement : la mobilisation des ressources intérieures, la transparence, la redevabilité ainsi que la lutte contre la corruption et l'impunité.

Séance 2 : Mise en œuvre des engagements de Busan : qu'est-ce qui se passe en pratique ? (présidée par Armida Alisjahbana, Indonésie).

6. Emilia Pires, la Ministre des finances du Timor oriental, a présenté les efforts mis en œuvre dans son pays en vue de l'application des engagements de Busan. M^{me} Pires a évoqué l'importance du Partenariat mondial en tant que cadre au sein duquel la voix des pays en développement peut être renforcée grâce à une collaboration et à un dialogue ouvert et franc avec les partenaires au développement. Elle a ensuite évoqué l'importance de s'assurer que la coopération au service du développement réponde bien aux objectifs fixés, notamment dans les États fragiles, tout en notant que les avancées dans ce domaine contribueront fortement à la crédibilité du Partenariat mondial. M^{me} Pires a mentionné le Nouveau pacte (« New Deal ») pour les États fragiles et a appelé les pays en développement à s'approprier leurs problèmes : une première étape vers l'identification de leurs propres diagnostics et solutions. La transparence a été citée comme principe important et M^{me} Pires a souligné que les États fragiles sont riches en ressources mais doivent acquérir une meilleure connaissance des outils à leur disposition pour gérer leurs ressources et remédier aux fuites. Le Partenariat mondial peut jouer un rôle utile en encourageant une plus grande transparence et une meilleure mesure. Dans ce contexte, M^{me} Pires a souligné qu'il était important de mesurer ce qui est approprié d'une manière qui tienne compte du contexte : dans les États fragiles, on pourrait donner la priorité à l'existence d'un système fiscal et non à l'étude de la perception de ses utilisateurs, par exemple : reconnaître que les efforts visant au renforcement de l'État et des institutions sont de longue haleine.

7. Don Steinberg (États-Unis) a fait état de la mise en œuvre des engagements de Busan du point de vue du gouvernement américain. Il a indiqué que le congrès américain avait voté une augmentation de budget pour l'aide internationale et a souligné la pression que cela porterait sur l'administration quant à l'efficacité et l'efficience de l'utilisation des ressources. M. Steinberg a ensuite évoqué les avancées des États-Unis en matière de mise à disposition de l'aide et de la promotion d'une plus grande transparence et prévisibilité de l'aide. Les États-Unis prévoient d'augmenter le recours aux institutions nationales (notamment les gouvernements et organisations de la société civile) afin de débloquer 1,4 milliard d'USD supplémentaire par ces

voies. M. Steinberg a ensuite insisté sur le fait que l'État n'a plus le monopole du développement : dans le cadre du sommet Rio+20, 450 sociétés multinationales américaines se sont engagées collectivement à éliminer toute déforestation nette de leur chaîne d'approvisionnement d'ici 2020. L'alliance du G8 pour la sécurité alimentaire a conduit 70 sociétés à mobiliser 3,7 milliards d'USD pour financer des démarches innovantes pour le soutien des réformes de marchés dans les pays en développement. M. Steinberg a souligné qu'il était important de définir un nouveau rôle pour l'aide et d'identifier des moyens pour réduire les risques auxquels font face les acteurs du secteur privé.

8. Luis Olivera (Pérou) a fait un bref compte-rendu de la manière dont les accords de Paris, Accra et Busan ont été intégrés aux politiques et pratiques nationales péruviennes de développement grâce à la nouvelle politique nationale du Pérou pour le développement mondial qui comporte des actions dans le pays et à l'extérieur. Les efforts du Pérou se sont concentrés sur le renforcement de l'appropriation nationale du développement efficace avec l'inclusion accrue des acteurs sociaux dans la conception et la mise en œuvre des politiques. M. Olivera a cité la transparence, l'inclusion et la redevabilité comme principes clés pour maximiser l'impact des ressources locales et internationales pour le développement.

9. Au cours de la discussion qui a suivie, les participants ont réagi aux présentations initiales du Timor oriental, des États-Unis et du Pérou puis ont partagé leurs expériences dans l'application des engagements de Busan. Le Bangladesh a indiqué qu'il finalisait son programme de mise en œuvre des engagements de Busan, lequel comporte des indicateurs mondiaux et prévoit la collecte de données de suivi grâce au système national de gestion des informations relatives à l'aide. L'Union Européenne (UE) a souligné les avancées enregistrées par ses États membres dans la promotion de la transparence, tout en notant que l'ensemble des États membres avaient finalisé les calendriers de mise en œuvre de la norme de transparence standard prévue à Busan pour 2015. L'UE a également fait état des étapes franchies en vue d'une augmentation de la programmation conjointe dans 40 pays.

10. Le Forum international des dirigeants d'entreprise (IBLF) a suggéré que l'intérêt du Partenariat mondial pour le secteur privé ne devrait pas se limiter uniquement à tirer profit des ressources pour le développement et à la promotion d'un milieu propice aux affaires. Il a souligné le rôle de partenaire au développement que le milieu des affaires peut jouer grâce, par exemple, aux partenariats public-privé, aux travailleurs en bonne santé, aux chaînes d'approvisionnement viables et aux produits plus durables. L'IBLF a fait état d'une initiative soutenue par l'élément constitutif (« Building Block ») sur la coopération public-privé afin de mettre en place des pôles d'engagement du secteur privé en Zambie et en Colombie.

11. La Corée a mentionné ses efforts pour mettre en œuvre les engagements de Busan et a indiqué une collaboration avec Myanmar concernant sa stratégie de développement qui a abouti à l'adoption de l'accord de Naypidaw. Lors de son intervention, le CAD/OCDE a cité la Corée comme exemple de réussite et a souligné l'importance de la mobilisation des ressources intérieures et du choix de politiques solides. Tout en reconnaissant que l'aide n'est pas l'unique source de financement du développement, le CAD/OCDE a noté la nécessité que les pays développés respectent leurs engagements sur l'aide et changent de comportement. Il a informé le Comité de pilotage des efforts fournis par le CAD en vue d'impliquer d'autres parties et d'ouvrir ses activités à de nouveaux membres.

12. Le PNUD a fait part des informations recueillies auprès de 88 de ses bureaux dans les pays-programme, indiquant que les pays en développement fournissent des efforts à l'échelon national afin de progresser dans la mise en œuvre des engagements de Busan. Des éléments probants indiquent l'existence de liens renforcés entre les stratégies nationales de développement, les budgets et les efforts fournis afin de promouvoir la transparence et la redevabilité, notamment grâce aux systèmes de gestion des informations relatives à l'aide. Il a mis l'accent sur l'importance du dialogue entre les parties prenantes, notamment à l'échelle

infranationale. Il a également indiqué que les engagements pris à Paris et à Accra restent extrêmement pertinents dans nombre de ses pays-programme et a souligné la nécessité d'investir dans les systèmes nationaux afin de soutenir l'efficacité des activités / de l'approvisionnement.

13. L'Association des parlementaires européens pour l'Afrique (AWEPA) a noté la pertinence des activités de la Plate-forme pour des institutions efficaces dans le cadre de la mobilisation des ressources intérieures ainsi que dans celui des efforts fournis en vue du renforcement des capacités des institutions supérieures de contrôle des finances publiques et des parlements comme moyen d'accroître la responsabilisation. Le CPDE a accepté les retours positifs concernant les avancées accomplies par certaines parties prenantes dans l'application des engagements de Busan mais a mis en garde contre la surestimation des réussites. Il a dressé un bilan des activités en cours ayant pour but de faire progresser les principes d'Istanbul visant l'efficacité des OSC et la mise au point de mesures dans le cadre d'un environnement propice à ces organisations. Il a également souligné l'importance du cadre de suivi mondial après-Busan afin de mesurer les progrès.

14. Le Guatemala a fait état du dialogue actuel entre les pays d'Amérique centrale et des programmes visant à organiser des ateliers régionaux pour favoriser des positions communes et encourager l'engagement dans les efforts de suivi. Les défis dans la région consistent à trouver des moyens de promouvoir un usage plus stratégique de l'aide afin d'aider les pays à revenu moyen à faire face à l'inégalité, ainsi qu'à s'engager avec le secteur privé.

15. M^{me} Justine Greening a indiqué l'importance du développement d'une meilleure compréhension du progrès à l'échelle nationale et a souligné la nécessité de transformer les enseignements en actions. M^{me} Ngozi Okonjo-Iweala a tenu compte de la rétroaction sur l'impact du Nouveau Pacte tout en mettant en garde contre le fait que les succès naissants dans les efforts de consolidation de la paix et de renforcement de l'État ne suffisent pas à garantir des résultats durables de développement. La présidente de séance, M^{me} Alisjahbana, a conclu qu'un changement de paradigme passant de l'aide à l'efficacité du développement nécessite d'accorder une importance plus grande au développement des capacités ainsi qu'aux efforts accrus dans les domaines du suivi et de l'évaluation.

Séance 3. Vision de la réunion au niveau ministériel 2013 du Partenariat mondial (présidée par Ngozi Okonjo-Iweala, Nigeria)

16. La présidente a proposé une discussion sur l'ensemble des thèmes abordés lors de la première réunion au niveau ministériel du Partenariat mondial, invitant ainsi les participants à mettre l'accent sur la pertinence du Partenariat mondial et la valeur ajoutée qu'il apporte.

17. Le CAD/OCDE a relevé la valeur ajoutée du Partenariat mondial et de sa première réunion au niveau ministériel sous la forme de l'apport d'une volonté politique aux efforts de lutte contre la pauvreté extrême à l'aide d'une coopération au service du développement. Les États-Unis ont remis en question la nature soutenue de la volonté politique exprimée depuis Busan et ont souligné qu'il était important que la première réunion au niveau ministériel produise un élan et des engagements à plus long terme, de la même manière que pour les engagements et objectifs-cibles des OMD.

18. Le Bangladesh a souligné le rôle que pourrait jouer la première réunion au niveau ministériel pour promouvoir le partage des connaissances. Le Tchad a évoqué l'opportunité que représente la première réunion au niveau ministériel d'obtenir la volonté politique qui faisait défaut à l'OMD 8, insistant ainsi sur le fait que les coprésidentes doivent jouer leur rôle et attirer l'attention politique.

19. L'UE a noté que le contenu de la première réunion au niveau ministériel devrait se concentrer sur son calendrier et a cité plusieurs domaines dans lesquels cette réunion pourrait jouer un rôle pertinent : le suivi des engagements pris à Busan, la présentation des avancées enregistrées dans les « nouveaux » domaines tels que la coopération avec le secteur privé et les partenaires sud-sud ainsi que la démonstration de la valeur ajoutée qu'apporte le Partenariat mondial vis-à-vis des processus des OMD et Objectifs du développement durable (ODD). Elle a plaidé pour des prestations plus ambitieuses et moins techniques.

20. Le PNUD a mis en exergue l'importance d'une vision politique autour de la première réunion au niveau ministériel et a noté que l'éradication de la pauvreté extrême pourrait faire partie de cette vision. Il a évoqué l'occasion que présente la réunion au niveau ministériel d'entendre quelles sont les priorités des pays en développement et d'engager un discours franc sur un changement de comportement.

21. Le CPDE a suggéré que la réunion au niveau ministériel devrait mettre un accent particulier sur les « affaires en cours/instance » et souligner les liens locaux-mondiaux. L'IBLF a proposé que la réunion au niveau ministériel offre l'occasion d'institutionnaliser la coopération public-privé, ce qui aboutirait peut-être à une feuille de route commune - y compris le secteur privé - conduisant à une « société coopérative ». Il désire voir le niveau d'ambition s'accroître de manière à créer un véritable partenariat au service du développement.

22. Le Timor oriental a informé les participants que le groupe des pays du G7+ désire constater la concrétisation de vrais résultats au niveau de chaque pays et que la réunion au niveau ministériel pourrait mettre l'accent sur les avancées et les défis rencontrés lors de la mise en œuvre des engagements. Il a également noté des réactions mitigées envers le Partenariat mondial parmi les États membres de l'ONU et a informé les membres de ses efforts en vue de mettre les pays en développement au courant des opportunités que présente le Partenariat mondial. Les projets pour la première réunion au niveau ministériel enthousiasment les ministres des pays du G7+.

23. La Corée a souligné l'importance d'un équilibre entre l'accent mis sur le suivi, la redevabilité et la nécessité et le désir que le Partenariat mondial examine et aborde les questions émergentes concernant la coopération au service du développement.

24. La Banque mondiale a suggéré qu'une vision mettant l'accent sur l'éradication de la pauvreté traite également de la prospérité partagée afin d'aborder les inquiétudes des pays à revenu moyen. En outre, la Banque mondiale a répondu positivement à la question de la présidente portant sur la prise en compte de possibilités de rendre l'expérience de la Banque mondiale disponible au Partenariat mondial par voie de partage triangulaire des connaissances. Quant à son contenu, on suggère que la première réunion au niveau ministériel mette l'accent sur un inventaire solide des avancées par rapport aux engagements. Elle a noté que les BMD ne perçoivent pas nécessairement l'avantage comparatif du Partenariat mondial au niveau de la mobilisation des ressources intérieures et des mécanismes innovants de financement dans la mesure où ces thèmes sont également abordés dans d'autres forums, notamment le Panel de haut niveau de l'ONU.

25. Le Pérou a suggéré que la vision du Partenariat mondial intègre l'inclusion sociale. Il a noté que le Partenariat mondial pourrait jouer un rôle pour surmonter le scepticisme dont le partenariat avec le secteur privé fait l'objet. Le Pérou a informé les membres qu'il avait communiqué les documents consultatifs à d'autres pays d'Amérique latine dont certains ont exprimé un intérêt pour l'examen plus approfondi des indicateurs.

26. Le Samoa a noté que les pays de la région du Pacifique forment entre eux un partenariat afin de soutenir la mise en œuvre des engagements de Busan et de partager les bonnes pratiques au niveau régional.

27. En guise de synthèse de la discussion sur la vision de la réunion au niveau ministériel, M^{me} Okonjo-Iweala a souligné la valeur ajoutée qu'apportera la première réunion au niveau ministériel en vue d'aider le Partenariat mondial à devenir le « partenariat incontournable » qui soutiendra la mise en œuvre d'une vision mettant l'accent sur l'éradication de la pauvreté, la création de richesses et l'inclusion. Accompagnée de ses coprésidentes, elle a conclu que la réunion effectuerait, d'une part, l'inventaire des avancées et, d'autre part, examinerait les « nouveaux » domaines de l'accord de Busan, notamment la coopération au service du développement et des taxes.

28. Diverses opinions ont pu s'exprimer sur l'organisation de la réunion, son calendrier et la participation à celle-ci. Les priorités convenues sont les suivantes :

- La réunion aura lieu au cours du quatrième trimestre de 2013, soit deux années après Busan ;
- La réunion sera organisée comme un événement unique et non à la suite d'autres événements, ce qui lui octroiera ainsi davantage de visibilité ;
- Confirmer la volonté d'un gouvernement ou d'une organisation à accueillir cette réunion et à y jouer un rôle prépondérant pour garantir une participation importante ;
- Garantir la participation d'un nombre limité de chefs d'État, du Secrétaire général de l'ONU, du Président de la Banque mondiale, du Secrétaire général de l'OCDE, des représentants de haut-rang des pays à tous les niveaux du développement et de dirigeants importants du milieu des affaires et du secteur non-étatique.
- Il devra s'agir d'un événement moderne qui fera usage des technologies et qui encouragera un débat interactif.

Séance 4. Examen des prestations importantes à fournir pour la réunion au niveau ministériel de 2013 (présidée par Justine Greening, Royaume-Uni)

29. M^{me} Greening a ouvert la discussion sur les prestations thématiques spécifiques de la réunion au niveau ministériel en partageant des points de vue initiaux sur les opportunités se trouvant au sein des quatre domaines thématiques identifiés lors de la précédente réunion du Comité de pilotage. Elle a suggéré que les prestations à fournir sur la mobilisation des ressources intérieures et fiscales pourraient comporter un mélange de réformes internationales et nationales ainsi que des mesures visant la coopération, que la discussion sur le partage des connaissances pourrait permettre d'engager un discours entre un certain nombre de parties prenantes, notamment celles impliquées dans la coopération sud-sud et qu'il faudra y travailler davantage afin d'identifier les prestations concrètes à fournir. M^{me} Greening a suggéré que le recadrage de la discussion sur le développement inclusif afin de mettre davantage l'accent sur la transparence pourrait aboutir à un programme que de plus nombreux pays seraient prêts à adopter.

30. M^{me} Alisjahbana (Indonésie) a effectué une brève présentation sur le partage des connaissances pendant laquelle elle a proposé que la réunion au niveau ministériel ait comme objectif d'aborder les négociations sur le partage des connaissances, sa facilitation et son financement. Au cours de la discussion qui a suivi, les participants se sont entendus sur la nécessité de négocier le partage des connaissances ainsi que sur le rôle potentiel que pourraient jouer des pilotes et l'opportunité présentée par la réunion au niveau ministériel de partager les réussites de mutualisation des connaissances ou les études de cas. On a fait état de la nécessité que le concept indonésien soit exploité au niveau des pôles et plates-formes existantes de

partage des connaissances. La société civile a noté que la réunion au niveau ministériel pourrait envisager le partage des connaissances par-delà les frontières, par exemple entre la société civile, les gouvernements et le secteur privé. L'AWEPA a noté que les parlements pourraient s'engager davantage dans les efforts déployés en matière de partage des connaissances. Certains ont jugé intéressant l'accent mis sur le partage des connaissances en rapport avec la façon dont certains pays ont mis en œuvre les engagements de Busan.

31. Les participants ont exprimé diverses opinions sur le thème du développement inclusif. Certains participants ont fait part de leur inquiétude vis-à-vis du fait que certains des points proposés dans le concept initial par les États-Unis et le CPDE (par ex. les droits des LGBT dans le contexte d'une discussion sur les groupes marginalisés) pourraient porter atteinte aux efforts visant un consensus parmi un large éventail de parties prenantes (UE, Nigeria) et certains ont suggéré que la réunion au niveau ministériel ne devrait pas avoir pour but de sortir du cadre qui a été choisi suite à un long processus de négociations à Busan (Corée). Le PNUD/GNUD a suggéré que le Partenariat mondial ne devrait pas éviter les questions sensibles trop activement. Il a également noté la suggestion du Royaume-Uni qui consiste à aborder la transparence et qui a identifié l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide comme exemple d'efforts susceptibles d'intéresser la réunion.

32. Bien que les participants n'aient pas abordé la question de la mobilisation des ressources intérieures et fiscales en profondeur pendant cette séance, M^{me} Okonjo-Iweala a suggéré que la valeur ajoutée du Partenariat mondial dans ce domaine pourrait consister à missionner le G8, le G20 et autres groupes pour qu'ils poussent à l'adoption de réformes sur la fiscalité, les flux illicites de fonds et les prix de transfert afin d'inciter les pays à « faire le ménage chez eux » de telle sorte que cela soutiennent les efforts de mobilisation des ressources des pays en développement.

33. En guise de synthèse de la séance, M^{me} Greening a noté qu'il existait un large consensus sur le fait que les prestations à fournir pour la réunion au niveau ministériel devraient se concentrer principalement sur les engagements existants et la manière dont ceux-ci pourraient être mis en œuvre. Elle a noté que des « ententes », ou directives, pourraient être adoptées afin d'assister la mise en œuvre dans certains domaines sur la base du volontariat. M^{me} Greening a également suggéré que la réunion au niveau ministériel pourrait offrir la portée nécessaire pour aborder des questions portant sur les institutions en développement mais qu'il fallait prendre soin de ne pas répéter les efforts existants d'autres initiatives et organisations.

Séance 5 (a). Récapitulation du 1^{er} jour et Feuille de route pour 2013 (présidée par Anthony Smith, Royaume-Uni)

34. La présidente a débuté la séance en exposant dans ses grandes lignes l'interprétation faite par les coprésidentes des accords principaux issus des séances de la première journée :

- La vision : un Partenariat mondial jouant un rôle clairement établi dans l'aide à la réalisation des OMD et dans la mise en œuvre d'un nouveau cadre de développement ; rendre la coopération au service du développement plus efficace afin d'éradiquer la pauvreté extrême, créer de la richesse et promouvoir l'inclusion ; proposer un milieu sûr et inclusif afin d'aborder les questions de coopération au service du développement.
- Les liens avec le Panel de haut niveau pour l'après-2015 : une entente sur le fait que les coprésidentes s'adresseront au Panel afin de partager des idées issues des consultations avec le Comité de pilotage ; l'image du Partenariat mondial devient celle d'un partenariat ouvert, inclusif et incontournable dans le cadre

duquel les parties prenantes se réunissent pour faciliter la mise en œuvre de la vision issue d'un cadre de développement d'après-2015.

- La première réunion au niveau ministériel : un large consensus en faveur d'un événement de deux jours au cours du quatrième trimestre de 2013 ; un accent mis sur un nombre limité de thèmes permettant de maintenir la dynamique de Busan ; les membres du Comité de pilotage prendront eux-mêmes les devants dans la préparation de divers éléments / séances pour la réunion. Il conviendra de faire preuve de souplesse lors du regroupement / de la priorisation des thèmes dans un programme bien rempli.
- Les étapes suivantes proposées : choisir un pays hôte ; convenir de la portée de chaque séance et des prestations à fournir ; nommer des facilitateurs au sein du Comité de pilotage qui soient chargés de faire progresser le débat pour chaque séance ; convenir des dispositions en termes de ressources et d'organisation pour le déroulement de la réunion.

35. La discussion qui a suivi portait sur les thèmes cibles et le programme de la réunion au niveau ministériel. Certains membres ont exprimé leur désir de mettre davantage l'accent, lors de la réunion au niveau ministériel, sur une vision plus globale, notamment sur l'éradication de la pauvreté, l'accroissement de la richesse et la promotion de l'inclusion (UE, CAD/OCDE, Timor oriental, États-Unis). Un large consensus était en faveur d'une mise en exergue du lien entre le « quoi » du cadre de développement pour l'après-2015 et la contribution du Partenariat mondial au « comment ». Le Partenariat mondial peut notamment contribuer à la mise en œuvre des engagements de Busan afin d'aider à accroître et améliorer le financement du développement (y compris les ressources intérieures et les flux de fonds privés) et en améliorant le partage des connaissances. Ces contributions pourraient soutenir un successeur potentiel à l'OMD8 et doivent également exister indépendamment. Certains membres ont ajouté que toute discussion sur le financement du développement dans ce contexte doit garantir que mention soit faite de l'importance continue de l'APD, notamment de par son rôle de catalyseur (Tchad, Corée, PNUD).

36. Certains ont exprimé le désir d'examiner, lors de la réunion au niveau ministériel, les discussions sur le programme de l'après-2015 qui se seront déroulées lors de l'Assemblée générale de l'ONU (Corée) mais également de reconnaître que le Partenariat devrait contribuer avant tout au « comment » plutôt qu'à l'élaboration du cadre. Certains membres ont noté que le programme devrait être davantage politique de manière à susciter suffisamment d'intérêts auprès des ministres (Corée, CAD/OCDE, Royaume-Uni) et d'autres ont noté qu'un fort accent sur les engagements de Busan pourrait s'avérer trop technique (CAD/OCDE). D'autres encore ont suggéré que des discussions techniques pourraient avoir lieu lors de séances qui précèdent la réunion à proprement parler (Corée). La société civile a souligné qu'il était important de mettre un fort accent sur l'achèvement des « affaires en instance » liées aux engagements pris à Paris et Accra lors de la séance portant sur la mise en œuvre des engagements de Busan (CPDE). D'autres ont souligné l'importance de garantir la collecte de données probantes appropriées pour cette séance (PNUD).

37. Tandis que certains membres ont suggéré que l'axe de travail sur le développement inclusif puisse être intégré en se concentrant sur l'inclusion au cours des autres séances importantes, d'autres ont souligné qu'il était important qu'une séance soit consacrée à garantir que la coopération au service du développement encourage l'inclusion (CPDE, États-Unis).

38. On a reconnu que l'axe de travail concernant le secteur privé ne portait pas uniquement sur le financement privé mais également sur la manière d'impliquer plus largement le secteur privé.

39. Certains membres ont émis la possibilité d'inclure dans le programme une présentation du travail effectué dans le cadre des éléments constitutifs volontaires issus du Forum de haut niveau de Busan (Timor oriental).

40. Le fait de garantir l'implication de l'ensemble des acteurs du développement dans chacune des séances a fait l'objet d'un fort intérêt. Certains ont souligné l'importance d'inclure les économies émergentes et les acteurs de la coopération sud-sud (par ex., les membres du BRICS) afin de garantir que la réunion au niveau ministériel aboutisse à des discussions innovantes (Corée, Timor oriental). Le PNUD a souligné l'importance de mettre l'accent sur le fait que le Partenariat mondial propose un environnement ouvert aux discussions.

41. Certains membres ont vivement encouragé l'adoption d'une approche plus innovante et ambitieuse pour les discussions importantes, notamment d'accorder une importance accrue au rassemblement de l'ensemble des acteurs clés de la société, y compris le secteur privé et la société civile, afin d'aboutir à des résultats en matière de développement, et à la promotion du recours à l'APD en vue d'un effet catalyseur (IBLF, États-Unis).

42. Les participants ont débattu sur la nécessité d'un format pour la réunion au niveau ministériel qui permette un équilibre entre les approches créatives (par ex., des interventions du style « Conférences TED ») et les discussions inclusives qui soutiennent les actions et la redevabilité. Les membres ont convenu qu'il faudrait émettre une déclaration ou un communiqué mais qu'il ne doit pas s'agir d'un long texte faisant part de nouvelles ambitions (ce qui a déjà été effectué à Busan) et qu'il doit comporter un consensus pour la mise en place d'actions spécifiques.

43. En effectuant une synthèse des discussions, la présidente a noté une volonté de la part de ses coprésidentes de mettre l'accent sur les quatre axes de travail importants identifiés, une nécessité de mettre au point une vision qui sera maintenue au cours des prochaines réunions et elle a également noté que bien qu'aucun des quatre axes de travail ne sera abandonné, il conviendra d'en revoir la priorisation lorsque le Comité abordera la question des séances dans le programme de la réunion au niveau ministériel.

44. Afin de préciser davantage les points focaux des axes de travail et la façon dont ils peuvent être abordés dans les séances lors de la réunion au niveau ministériel, la présidente a suggéré que les membres du Comité de pilotage collaborent sur chacun des quatre thèmes, avec un accent particulier sur : 1) quels autres membres du Partenariat mondial devraient être impliqués ; 2) quels pourraient être les orateurs principaux ; 3) quels pourraient être les principaux partenaires issus d'institutions dotées de ressources financières conséquentes ; et, 4) en quoi pourraient consister les prestations à fournir.

45. Les membres s'étant portés volontaires pour les thèmes étaient les suivants (à confirmer suite à la réunion) :

- a. *La mobilisation des ressources intérieures* : UIP/AWEPA, UE, Nigeria, CAD/OCDE, Timor oriental, PNUD ;
- b. *Le secteur privé* : CPDE, IBLF (secteur privé), Royaume-Uni, États-Unis, PNUD, Banque mondiale ;
- c. *Développement inclusif* : CPDE, UIP/AWEPA, Pérou, Samoa, États-Unis ;
- d. *Partage des connaissances* : Bangladesh, Tchad, Indonésie, Corée, Pérou, Samoa, PNUD, Banque mondiale.

46. La présidente a indiqué que les coprésidentes réfléchiront parallèlement à la façon dont les axes de travail pourraient être intégrés dans un programme concis. L'objectif serait d'obtenir un programme provisoire qui comporterait les points focaux des séances en amont de la réunion du Comité de pilotage en juin/juillet. Les groupes de pays ou d'organisations, notamment ceux représentés par les membres du Comité de pilotage, assumeront ainsi la responsabilité pour chaque élément du programme.

47. Plusieurs membres du Comité de pilotage ont fait valoir l'avantage qu'il y aurait à programmer la prochaine réunion consécutivement au Forum de l'ONU sur la coopération au service du développement qui a lieu en Éthiopie début juin (AWEPA, UE, Corée, PNUD).

48. La présidente a noté qu'il faudrait des ressources supplémentaires afin d'organiser la réunion au niveau ministériel. On a également noté l'importance pour que des ateliers aient lieu afin de proposer des consultations sur les éléments du programme au niveau régional. Le PNUD a affirmé être prêt à soutenir de telles activités, en fonction du financement.

Séance 5 (b). Mise à jour du suivi (présidée par Anthony Smith, Royaume-Uni)

49. L'équipe de soutien conjointe a présenté une actualisation du cadre de suivi mondial tout en précisant qu'il existe un guide provisoire pour le cadre de dix indicateurs mondiaux et que le cadre tire ses informations d'une variété d'indicateurs issus de pays en développement et de sources internationales existantes. Un calendrier provisoire de suivi pour 2013 a été présenté. On a rappelé aux membres du Comité de pilotage l'existence d'opportunités pour apporter une orientation stratégique aux efforts de suivi, promouvoir l'implication active et inclusive dans les efforts de suivi à l'échelle des pays et tirer des enseignements sur la mise en œuvre de l'ODD 8 grâce aux informations qui seront glanées à travers ce processus mondial.

50. En ce qui concerne la chronologie, l'équipe conjointe a noté que, d'ici la prochaine réunion du Comité de pilotage, des informations sur le nombre de pays qui participeront au suivi et des éléments préliminaires issus de certains des indicateurs qui dépendent des processus mondiaux de collecte de données pourraient être disponibles. Les membres du Comité de pilotage ont souligné l'importance d'un rapport dynamique présenté de manière informelle avec un fort accent mis sur les expériences des pays.

51. Des discussions ont mis en exergue des travaux inachevés concernant les indicateurs, notamment ceux portant sur les résultats et la transparence. L'équipe de soutien conjointe a conseillé aux membres d'envisager l'application d'une influence politique dans les processus qui fournissent les informations sur le développement de ces indicateurs. Par exemple, concernant l'indicateur sur la transparence, les membres ont pu apporter l'influence politique nécessaire au groupe concerné sur la norme ouverte commune afin qu'il puisse proposer une solution technique adéquate.

52. On a émis la possibilité d'inclure des informations sur des domaines d'implication supplémentaires tels que la fragmentation de l'aide (UE). L'équipe conjointe a noté que les dix domaines de suivi étaient le résultat d'un long processus de consultation et d'établissement des priorités, effectué par le Groupe intérimaire pour l'après-Busan. La collecte d'informations sur des domaines dépassant ce cadre nécessiterait la décision du Comité de pilotage et pourrait requérir des efforts et ressources supplémentaires.

53. Certains membres ont fait appel à d'autres membres pour l'apport de ressources financières au PNUD afin qu'il puisse faciliter les ateliers régionaux qui soutiendraient le processus de suivi (Tchad, Samoa). Le PNUD a exprimé sa volonté d'apporter son soutien de cette manière, en fonction de l'apport de fonds.

Séance 6. Engagement et efforts d'ouverture (présidée par Wismana Suryabrata, Indonésie)

54. La présidente a ouvert la séance en proposant un compte-rendu du récent Forum asiatique pour le développement organisé cette année en Indonésie avec la Corée et le Japon. Elle a également souligné le rôle du Partenariat mondial dans la promotion de l'implication d'une grande variété de parties prenantes, notamment des économies émergentes, pour favoriser le développement inclusif. Des discussions ont également souligné la contribution grandissante de la communauté internationale en faveur du développement, non seulement grâce à des ressources financières mais aussi grâce au soutien du renforcement des capacités.

55. Le Tchad a souligné la pertinence des activités existantes qui reçoivent le soutien de l'Union Africaine, telles que le mécanisme d'évaluation par des pairs et les événements régionaux. À l'avenir, il serait bon de tirer profit de toute opportunité se présentant lors des réunions courantes de l'Union Africaine afin d'impliquer les pays africains dans les activités du Partenariat mondial.

56. Le Timor oriental a fait état d'un ensemble d'activités visant l'implication qu'a organisé le groupe G7+ de pays fragiles et en conflit afin de promouvoir le Nouveau Pacte. Un événement parallèle de haut niveau organisé lors de l'Assemblée générale de l'ONU en 2012 a joué un rôle déterminant dans l'apport d'un élan politique permettant la mobilisation des chefs d'État de l'Indonésie et du Liberia ainsi que de plusieurs ministres. La prochaine opportunité d'action d'ouverture se présentera lors de la troisième réunion du Dialogue international sur la construction de la paix et le renforcement de l'État, qui aura lieu à Washington D.C. en avril 2013.

57. À ce jour, le Royaume-Uni a signalé la prise de contacts avec des fonds et donateurs arabes, notamment le Fonds OPEP pour le développement international. Le CAD/OCDE a noté que le CAD tiendra ses réunions de haut niveau les 4 et 5 avril à Paris pendant lesquelles une séance qui porte sur le Partenariat mondial est programmée.

58. Le Nigeria a présenté une liste des événements au cours desquels il a mis le Partenariat mondial au premier plan en Afrique, notamment des réunions au niveau ministériel dans le contexte de l'Union Africaine, la réunion du Panel de haut niveau de l'ONU à Monrovia ainsi que des discussions avec des acteurs privés.

59. Les opportunités d'actions de sensibilisation auprès de l'UE incluaient notamment une consultation parmi les États membres sur le programme et la documentation du Comité de pilotage. L'UE a également tenu des discussions courantes sur le Partenariat mondial avec des organisations européennes de la société civile.

60. Le PNUD a indiqué les efforts qu'il a fournis pour soutenir les actions d'ouverture à l'échelle des pays et sa promotion du Partenariat mondial lors de discussions bilatérales. Il consulte également les agences du Groupe pour le développement de l'ONU par l'intermédiaire du groupe consultatif du GNUD et organisera des réunions de travail de façon ponctuelle.

61. La Banque mondiale a mentionné les efforts qu'elle a fournis pour le soutien de la consultation parmi les BMD avant et après chaque réunion du Comité de pilotage. La Banque mondiale a fait part du projet des BMD qui consiste à tenir des réunions informelles de coordination des BMD sur le Partenariat mondial, la première étant prévue lors de la prochaine réunion du Comité de pilotage.

62. Le Samoa accueille la troisième conférence des petits États insulaires en développement (PEID) en 2013 et s'entretiendra avec d'autres PEID concernant le Partenariat mondial et le programme pour l'après-2015. Ce travail sera effectué grâce à la préparation des pays et à une réunion préparatoire régionale. Des actions de sensibilisation auront également

lieu lors d'autres événements, notamment le Forum des îles du pacifiques. Le Samoa a également fait part des messages adressés au Partenariat mondial issus d'un atelier technique de la région Asie-Pacifique qui s'est tenu le 22 mars à Bali avec le soutien du Programme de renforcement des capacités au service de l'efficacité du développement (CDDE).

63. Les organisations de la société civile ont regroupé les anciennes plates-formes de *BetterAid* et *d'Open Forum* pour créer un nouveau réseau : le CPDE. Le CPDE entretient également un lien étroit avec le FCD. En Afrique, la société civile collabore avec la Plate-forme africaine pour l'efficacité du développement qui tombe sous l'égide de l'Union Africaine. L'implication à l'échelon national inclut des actions d'ouverture auprès des gouvernements en rapport avec les engagements de Busan ainsi que les propres efforts des organisations de la société civile visant la consolidation des principes d'Istanbul.

64. L'AWPEPA, en collaboration avec l'Union interparlementaire, a mis au point une plate-forme parlementaire virtuelle sur l'efficacité du développement et le programme de développement pour l'après-2015 et a contacté d'autres groupements parlementaires.

65. Les États-Unis conduisent des actions d'ouverture auprès des pays de l'OCDE ainsi que dans le milieu des affaires américain et la société civile. Concernant la société civile, les États-Unis opèrent par l'intermédiaire d'*InterAction*, dont les 160 membres fournissent collectivement un soutien au service du développement plus important que le gouvernement américain, et par l'intermédiaire de fondations. Les États-Unis ont également noté l'importance de l'étude sur les parties prenantes, organisée par l'équipe de soutien conjointe qui a souligné la quantité importante de travail qu'il reste à accomplir.

66. La Corée a souligné l'importance d'impliquer le Groupe de travail du G20 sur le développement qui tiendra trois réunions cette année. Notons que le Partenariat mondial peut offrir aux membres du G20 un moyen d'engager un dialogue avec les pays en développement et aux membres du Partenariat mondial un moyen d'entamer des discussions avec certaines des économies émergentes qui ne participent pas encore activement au travail du Comité de pilotage du Partenariat mondial.

67. Le Pérou a informé le Comité de pilotage de ses efforts visant à maintenir les pays de sa région informés du travail du Comité et de les y impliquer. Il a souligné que l'Agence péruvienne de coopération internationale (APCI) collabore avec l'Allemagne pour organiser le Dialogue mondial entre les agences publiques et les ministères au service d'une coopération et d'un développement internationaux qui aura lieu à Lima les 11 et 12 avril. Il a également souligné que cela présenterait une occasion supplémentaire d'impliquer et de consulter d'autres parties sur le travail du Partenariat mondial.

68. Le Royaume-Uni a souligné les différentes sortes d'activités d'engagement que les membres du Comité de pilotage devraient coordonner : (i) l'engagement basé sur le programme : tenir des discussions ciblées avec les parties prenantes afin de planifier la réunion au niveau ministériel ; (ii) des efforts pour une participation régionale ; (iii) des efforts d'engagement vis-à-vis des parties prenantes qui pourraient ne pas encore être totalement impliquées dans le travail du Partenariat ; et, (iv) les efforts individuels des membres pour une communication élargie (y compris en ligne et par l'intermédiaire des réseaux sociaux).

69. Plusieurs membres (UE, IBLF, Corée, Banque mondiale) ont souligné l'importance que le Comité de pilotage conduise des actions d'ouverture auprès des divers éléments constitutifs et qu'il collabore avec eux pour que leurs travaux significatifs puissent profiter aux activités du Partenariat mondial et à la préparation de la réunion au niveau ministériel.

70. En guise de synthèse, la présidente a suggéré que des messages communs soient développés afin d'aider les membres du Comité de pilotage à conduire des actions d'ouverture

auprès d'autres parties avant la réunion au niveau ministériel. Les membres ont été encouragés à faire usage du nouveau site Web du Partenariat mondial (www.effectivecooperation.org) et des outils proposés par les réseaux sociaux. La présidente a suggéré qu'une fois que les prestations importantes à fournir seront identifiées, les membres pourront individuellement sensibiliser les pays et organisations qui ne sont pas encore engagés sur la base des thèmes qui vraisemblablement les concerneront. L'implication individuelle des membres britanniques et coréens du Comité de pilotage au niveau du Groupe de travail au service du développement du G20 a été soulignée comme une opportunité particulière de renforcer les liens avec le G20.

71. L'équipe de soutien conjointe a apporté une actualisation succincte sur ses efforts de soutien aux activités de communication. Notamment le lancement récent du site Web du Partenariat mondial (www.effectivecooperation.org) et celui des réseaux sociaux (twitter, facebook). Elle a souligné que la taille et la portée de l'équipe de soutien conjointe est telle que les efforts collectifs de communication devront prendre la forme d'un effort collaboratif impliquant les membres et les dispositifs de communication de leurs organisations et agences respectives. Les articles et lettres d'opinion ciblés présentent aux membres des opportunités de faire connaître le Partenariat mondial et leur engagement au sein de celui-ci. Les participants ont également été informés du lancement récent de l'espace communautaire du Partenariat mondial qui a été conçu dans le cadre du réseau de connaissance *TeamWorks* de l'ONU (contacter community@effectivecooperation.org pour y accéder) et ont reçu par courriel les bulletins habituels.

72. Le Royaume-Uni, le Nigeria, l'Indonésie, la Corée, l'UE, les États-Unis et le PNUD ont convenu de travailler en étroite collaboration afin de soutenir de manière bilatérale les efforts d'ouverture et d'engagement de haut niveau.

Séance 7. Prochaines étapes (présidée par Chii Akporji, Nigeria)

73. La présidente a résumé les principaux points d'entente de cette réunion et les étapes immédiates qui lui font suite. Elle a noté qu'il existait un vif intérêt dans la création d'un lien entre le Partenariat mondial et une discussion sur le programme de développement pour l'après-2015, le premier apportant une valeur concernant la manière d'atteindre les objectifs convenus.

74. La présidente a notée l'accord pour la poursuite des activités sur quatre thèmes principaux:

- a. *La mobilisation des ressources intérieures*, y compris les questions portant sur les impôts, les flux illicites de fonds, les institutions et la gestion des ressources naturelles ;
- b. *Le secteur privé*, notamment comment l'APD peut tirer profit des ressources et comment l'on peut créer un milieu propice à l'investissement du secteur privé ;
- c. *Le partage des connaissances*, notamment le travail de représentation des efforts qui est en cours et le pilotage des activités dans le cadre du Partenariat mondial ; et,
- d. *Le développement inclusif et transparent*, notamment le rôle de la société civile et des autres acteurs et les formes innovantes d'inclusion.

75. La présidente a noté un vif intérêt pour le renforcement de la nature politique du programme, comme moyen de le rendre plus attractif pour les ministres et plus stimulant de manière générale. Compte tenu du manque de temps et du désir d'innovation au niveau de l'organisation des séances, les domaines thématiques identifiés ne vont vraisemblablement pas

correspondre exactement aux éléments du programme. Les équipes s'attelleront à la clarification des thèmes dans les jours à venir en vue d'atteindre un niveau politique de discussions, de déterminer les partenaires clés, de suggérer des résultats et d'identifier des parties prenantes principales possibles.

76. La présidente a noté la volonté que la réunion ait lieu fin novembre et que le choix d'un pays hôte soit prioritaire.

77. Le prochain Comité de pilotage aura lieu soit début juin à Addis-Abeba, immédiatement après le FCD, soit en juillet. Selon le niveau d'avancement, il se peut qu'une quatrième réunion du Comité de pilotage soit prévue, probablement en même temps à peu près que la tenue de l'Assemblée générale de l'ONU. Les membres ont suggéré que les coprésidents ne soient pas systématiquement représentés au niveau ministériel lors des réunions du Comité de pilotage.

* * * * *

Annexe 1. Liste des Participants

Coprésidentes		
Indonésie	Hon. Armida ALISJAHBANA Minister of National Development Planning National Development Planning Agency	
Nigeria	Hon. Ngozi OKONJO-IWEALA Minister of Finance	
Royaume-Uni	Hon. Justine GREENING Secretary of State for International Development Department for International Development	
Membres du Comité de pilotage		
Bangladesh	M. Abul AZAD Secretary, Economic Relations Division Ministry of Finance	+880-2-9113743 secretary@erd.gov.bd
	M. Mohammad Jashim UDDIN Senior Assistant Secretary, Economic Relations Division, Ministry of Finance	+88 029 110 219 jimjashim@gmail.com
Tchad	Dr. Brahim Adoum BACHAR General Secretary Ministry of Economics & Planning	+235 22 51 71 53 bachar_brahim07@yahoo.fr
	M ^{me} Vera Brenda NGOSI Head, NEPAD Coordination Unit African Union Commission	+251 11 518 2311 brendangosi@ymail.com
Représentants de la société civile	M. Richard SSEWAKIRYANGA Executive Director, Uganda National NGO Forum	+256 414 510 272 R.Ssewakiryanga@ngoforum.or.ug
	M. Matt SIMONDS Liaison Officer/Policy Advisor Trade Union Advisory Committee (TUAC)	+33 1 55 3737 34 simonds@tuac.org
UE	M. Gustavo MARTIN PRADA Director, EU Development Policy Directorate	+32498956300 Gustavo.Martin-Prada@ec.europa.eu
	M. Vincent GRIMAUD Head of Unit, Aid and Development Effectiveness and Financing, European Commission	+322 296 33 20 Vincent.GRIMAUD@ec.europa.eu
Guatemala	M ^{me} Ana MENDEZ CHICAS Under Secretary of International Cooperation Secretariat of Planning and Programming SEGEPLAN	+(502) 2232 6212 Ext. 353 ana.mendezchicas@segeplan.gob.gt
Indonésie	M. Wismana Adi SURYABRATA Deputy Minister for Development Funding Affairs Allocation of Development Funding Ministry of National Development Planning	+62 (21) 31903106 wismana@bappenas.go.id
	M. Tubagus CHOESNI Director for International Development Ministry of National Development Planning	+62217991025 x213 choesni@bappenas.go.id

	M ^{me} Teni WIDURIYANTI Deputy Director Ministry of National Development Planning	+62 812 8603 944 twiduriyanti@bappenas.go.id
	M. Kurniawan (Iwan) ARIADI Deputy Director/Administrative Assistance to the Minister Ministry of National Development Planning Indonesia	kariadi@bappenas.go.id
Corée	M ^{me} Enna PARK Director-General, Development Cooperation Ministry of Foreign Affairs and Trade	+82 2 2100 8339 epark85@mofat.go.kr
	M ^{me} Jinjoo KIM Second Secretary, Development Policy Division Ministry of Foreign Affairs and Trade	+82 2 2100 8339 jjkim10@mofat.go.kr
Nigeria	M ^{me} Chii AKPORJI Special Adviser to the CME (Co-ordinating Minister for the Economy) and to the Minister of Finance Ministry of Finance	+234 706 428 8021 cakporji@gmail.com
	M ^{me} Ada IHECHUCKWU MADUBUIKE Deputy Director, Ministry of Finance	
	M. Philip OSAFO-KWAAKWO Advisor on Post 2015 MDGs program	
OCDE/CAD	M. Erik SOLHEIM DAC Chair, DCD, OECD	+(33-1) 45 24 90 70 Erik.SOLHEIM@oecd.org
	M. Jon LOMOY Director, Development Co-operation Directorate	+(33-1) 45 24 90 00 Jon.LOMOY@oecd.org
Représentant parlementaire	Dr. Jeff BALCH Director, Association of European Parliamentarians with Africa (AWEPA)	+31(20)5245678 J.Balch@awepa.org
Représentant du secteur privé	Dr. Darian STIBBE Executive Director, The Partnering Initiative International Business Leaders Forum	+44 20 7467 3600 Darian.Stibbe@iblf.org
Pérou	M. Luis OLIVERA Executive Director Peruvian International Cooperation Agency (APCI).	+51 (1) 319 3608 luis.olivera@apci.gob.pe
Le Samoa	M ^{me} Noumea SIMI Assistant CEO, Aid Coordination Unit Ministry of Finance	+00685 22042 noumea.simi@mof.gov.ws
	M. Alfred SCHUSTER Development Cooperation Advisor Pacific Islands Forum Secretariat	+679 331 2600 ext 295 alfreds@forumsec.org.fj
Timor oriental	Hon. Emilia PIRES Minister of Finance, Ministry of Finance	+61 425 745 051 epires@mof.gov.tl
	M. Helder DA COSTA Head of g7+ Secretariat, Aid Effectiveness Directorate Ministry of Finance	+ 670 331 0128 hdacosta@mof.gov.tl

	M. Habib ur Rehman MAYAR Senior Policy Specialist, G7+ Secretariat	+(670)331 0126 habiburrehman.mayar@gmail.com
Royaume-Uni	M. Anthony SMITH Director, International Relations Division Department for International Development (DFID)	+44 789 987 5956 A-Smith@dfid.gov.uk
	M ^{me} Hannah RYDER Team Leader Global Partnership for Effective Development Co-operation Department for International Development	+44 (0)1355 843753 h-ryder@dfid.gov.uk
	M ^{me} Sian DIXON Assistant Private Secretary to SofS Department for International Development (DFID)	s-dixon@dfid.gov.uk
	M. Vel GNANENDRAN Principle Private Secretary to the SofS Department for International Development (DFID)	v-Gnanendran@dfid.gov.uk
	M. Guy LEVIN Special Adviser to Justine Greening Department for International Development	g-levin@dfid.gov.uk
Programme des Nations unies pour le développement (PNUD)	M ^{me} Sigrid KAAG Assistant Secretary General and Assistant Administrator Bureau for External Relations and Advocacy	1-212-906-5512 Sigrid.kaag@undp.org
	M ^{me} Dasa SILOVIC Senior Advisor to UN Assistant Secretary General United Nations - Development Programme (UNDP)	+1 646.346-3204 dasa.silovic@undp.org
États-Unis	M. Donald STEINBERG Deputy Administrator US Agency for International Development	+1.202.712-4070 dsteinberg@usaid.gov
	M ^{me} Rosarie TUCCI Deputy Administrator's Special Assistant US Agency for International Development	+1 202 712 4070 rtucci@usaid.gov
Banque mondiale	M ^{me} Astrid MANROTH Operations Advisor	+380 44 490 66 70 amanroth@worldbank.org
	M ^{me} Nicole WYRSCH Advisor, External Affairs, Europe	+33 (1) 40 69 30 35 nwyrsh@worldbank.org

Équipe de soutien conjointe du PNUD et de l'OCDE

OCDE	M ^{me} Brenda KILLEN Head of Division, Global Partnerships and Policies Division	+(33-1) 45 24 83 72 Brenda.KILLEN@oecd.org
	M ^{me} Marjolaine NICOD Senior Policy Advisor	+(33-1) 45 24 87 67 Marjolaine.NICOD@oecd.org
	M. Robin OGILVY Senior Policy Advisor	+(33-1) 45 24 94 48 Robin.OGILVY@oecd.org
	M ^{me} Claire CONDON Coordinator	+(33-1) 45 24 78 10 Claire.CONDON@oecd.org

PNUD

M^{me} Mereseini BOWER +679 3227714
Governance and Development Effectiveness mereseini.bower@undp.org
Specialist, UNDP

M. Derek KILNER +1 212 906 5742
Partnerships Development Analyst derek.kilner@undp.org
Bureau of External Relations and Advocacy

M. Matthew TAYLOR +82.10.2754.2814
Public Affairs Specialist, Seoul Policy Centre matthew.taylor@undp.org